



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORNING SAS

Lieu-dit Le Gouffre
Départementale 204
77640 Jouarre

Références : E2/24-0685
Code AIOT : 0006501281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CORNING SAS implanté Lieu-dit « Le Gouffre », départementale 204, 77640 Jouarre. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORNING SAS
- Lieu-dit « Le Gouffre », Départementale 204, 77640 Jouarre
- Code AIOT : 0006501281
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOVIS OPTIQUE a été autorisée par arrêté préfectoral daté du 11 septembre 1984 à exploiter des activités de cuisson/séchage des vernis (rubrique 2940) et des unités de travail de verre au lieu-dit Le Gouffre sur la commune de JOUARRE (77640).

En 2005, la société SOVIS OPTIQUE a transmis un dossier de mise à jour administrative indiquant que le site n'était plus soumis à autorisation du fait de la suppression des activités relevant de la rubrique 2940. L'arrêté de prescription complémentaire n°07 DAIDD 1IC 031 du 02 février 2007 a été pris afin de mettre à jour la situation administrative du site.

Le 03/11/2022, un changement d'exploitant au bénéfice de la société CORNING SAS a été acté.

Actuellement, le site CORNING SAS est une installation classée relevant du régime de la déclaration sous les rubriques : 4718 (Gaz inflammables liquéfiés), 2524 (Ateliers de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels), 2530 (Ateliers de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels) et 2575 (emploi de matières abrasives).

Ces installations sont réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 04 DAI 21C 338 du 25 novembre 2004 et n°07 DAIDD 11C 031 du 02 février 2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative, Changement d'exploitant | Article R.512-68 du Code de l'environnement | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Situation administrative, Cessation d'activités | Article R.512-66-1 du Code de l'environnement | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration de changement d'exploitant doit être refaite en indiquant toutes les rubriques pour lesquelles le site est classé. L'exploitant doit tenir informé l'inspection des installations classées de l'évolution du dossier de cessation concernant le site de Jouarre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-68 |
| Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.</p> <p>Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une déclaration de changement d'exploitant a été réalisée par la société Saint-Gobain Sovis (n°SIRET: 43260412200023) le 19/01/2024. Cette déclaration n'indique pas toutes les rubriques pour lesquelles le site est soumis. A savoir, les rubriques : 2530 (fabrication du verre), 2562 (chauffage et traitement industriels), 2564 (nettoyage/dégraissage), 2575 (emploi de matières abrasives), 4718 (gaz inflammable liquéfié).</p> <p>La déclaration de changement d'exploitant doit être refaite et complétée en indiquant notamment toutes ces rubriques.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-66-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Lors de l'inspection, la société Saint-Gobain Sovis a indiqué que les activités avaient cessé définitivement sur le site de Jouarre en janvier 2024. Le bureau d'étude DIE (présent lors de l'inspection) est chargé de réaliser les études et démarches nécessaires à la cessation d'activité définitive du site. Des recherches documentaires sur l'historique du site ont été réalisées et un planning de dépôt de dossier de cessation a été présenté. Des investigations de sols sont prévues.

L'exploitant doit effectuer une déclaration de cessation d'activité via le site internet :

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39946>

et continuer à tenir informée l'inspection des installations classées de l'évolution de ce dossier de cessation d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

